

Libéralisme et interventionnisme

Analyse comparée des opinions sur le rôle économique de l'Etat et du gouvernement dans six pays

Michel Forsé

Directeur de recherche au CNRS

Conseiller scientifique à l'OFCE

Une analyse comparée des opinions sur le rôle économique de l'Etat et du gouvernement dans six pays peut être menée à partir d'un sondage réalisé dans le cadre de l'International Social Survey Program en 1996 ou 1997. Ces opinions économiques se structurent selon deux pôles très tranchés : libéralisme et interventionnisme, qui constituent deux attitudes ayant chacune une forte cohérence interne.

Les Espagnols se révèlent être les plus interventionnistes, alors que les Américains sont les plus libéraux. Allemands, Suédois, Tchèques et Français sont moins radicaux, mais ces derniers sont les plus proches de la position libérale américaine. Il s'agit là de positions relatives. Dans la plupart des cas, les opinions interventionnistes restent majoritaires en France. Elles le sont d'ailleurs souvent aussi aux Etats-Unis. Toutefois, en moyenne et relativement aux autres pays, elles le sont moins.

Alors que dans chaque pays les caractéristiques politiques ou sociales des enquêtés expliquent bien, et de façon assez similaire, le degré d'adhésion au libéralisme, il est frappant de constater que la hiérarchie des pays quant à ce degré d'adhésion n'est pas corrélée avec des indicateurs courants de conjoncture macroéconomique ou politique. En fait, les attitudes économiques varient selon des facteurs de plus long terme que ceux qui sont en jeu dans la seule conjoncture.

L'idée selon laquelle le progrès économique se réalise au travers de l'action publique a en France des racines fort anciennes (Kuisel, 1984), dont l'évocation nous ferait remonter jusqu'au colbertisme, et qui expliquent la persistance de « la centralité de la figure de l'Etat » (Rosanvallon, 1990). Les années de forte croissance et de plein emploi qui ont suivi la Seconde guerre mondiale présentaient toutes les caractéristiques pour que l'interventionnisme continue à avoir très largement les faveurs des Français (Suleiman et Courty, 1997). Au début des années 1980, le retournement de l'opinion a donc été aussi brutal qu'inattendu

(Duhamel, 1985). Des idées relevant du libéralisme économique trouvaient pour la première fois un écho favorable. Ce mouvement s'est poursuivi et même amplifié jusqu'au début des années 1990. En 1993 et 1994, plusieurs enquêtes témoignent en effet d'un relatif reflux. Sans retrouver les niveaux des années 1960, des indicateurs très différents traduisent cet effritement. Par exemple, en analysant les réponses à une question comme « Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faille faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté, ou qu'il faille au contraire que l'Etat les contrôle et les réglemente plus étroitement? », Guy Michelat et Michel Simon (1996) constatent que « le terme 'libéral' de l'alternative, minoritaire en 1978 et (à un moindre degré) en 1980, devient majoritaire en 1982, culmine en 1986 (65 % contre 26 % à 'contrôle de l'Etat') et 1990, pour ne plus faire que jeu égal avec l'option contraire en 1994 (44 % contre 45 %) ».

Le libéralisme économique ne se confond pas avec le libéralisme culturel. Ils concernent des populations en majorité différentes socialement ou politiquement, mais les deux ont au total, et malgré ce dernier revirement, progressé au cours des trente dernières années, marquant de ce fait le progrès d'un « système de valeurs anti-autoritaires » (Grunberg et Schweisguth, 1990). Les Français demandent toujours à l'Etat d'assurer son rôle protecteur, mais ils critiquent de plus en plus les exécutifs lorsqu'ils prennent des mesures ou adoptent des réformes sans concertation préalable avec ceux qui sont concernés (Hérault et Lapeyronnie, 1998). Comme le note Denis Olivennes (1997) à partir d'un sondage réalisé en 1996, 72 % des personnes interrogées pensent que la réforme de l'Etat est urgente.

Compte tenu de ces évolutions, les Français sont-ils aujourd'hui en matière d'opinions économiques dans une position aussi originale que certains le pensent? En comparant les réponses à un sondage réalisé de manière identique dans vingt-cinq pays en 1996 ou 1997, notamment sur ce thème de l'intervention économique de l'Etat, il va être possible de mieux cerner cette position. Pour simplifier et pour des raisons de disponibilité de données, nous ne retiendrons dans cette étude que six pays, outre la France (avec un échantillon de taille n égale à 1312) : l'Allemagne ($n = 3518$), l'Espagne ($n = 2494$), la Suède ($n = 1238$), la Tchéquie ($n = 1100$) et les Etats-Unis ($n = 1332$) – voir l'annexe pour la description technique de cette enquête.

L'emprise de l'Etat sur trois secteurs économiques

Une première série de questions concerne l'emprise économique de l'Etat. Doit-il gérer l'électricité, les hôpitaux et les banques ou faut-il recourir au secteur privé? Pour une majorité de Français (74 % de ceux qui se prononcent), les banques devraient relever du secteur privé. Il en

va de même, quoique dans une mesure un peu moindre (57 %), de l'électricité. En revanche, 71 % pensent que le secteur hospitalier est de la compétence de l'Etat.

Le type de commune de résidence et le sexe n'introduisent pas de fortes différences d'appréciation. Tout au plus, les hommes et les urbains penchent davantage que la moyenne pour une gestion privée des banques. Il en va de même des plus jeunes, y compris pour l'électricité, mais l'avancée en âge est davantage corrélée avec le choix d'une gestion privée des hôpitaux. Plus on est à droite, plus on souhaite dans tous les domaines une privatisation. Les indépendants et les cadres y sont les plus favorables. Ensuite, cette attitude décline à mesure que l'on descend dans la hiérarchie socioprofessionnelle des salariés.

Les autres pays membres de l'Union européenne présentent un profil identique à celui de la France pour la gestion des hôpitaux et des banques (tableau 1). Le contraste est moins fort en Espagne pour les banques (56 % pour le privé, parmi ceux qui ont une opinion) ou beaucoup plus accentué en Suède pour les hôpitaux (6 % pour le privé). En revanche, contrairement à la France, ces autres pays préfèrent confier l'électricité à l'Etat. La Tchéquie fait davantage confiance à l'Etat dans tous les domaines (avec des scores de l'ordre de 80 %), tandis qu'à l'autre extrême les Américains préfèrent à peu près dans les mêmes proportions et dans tous les cas une gestion privée. Au total, la France s'avère ici être le pays d'Europe le plus proche de la position libérale américaine.

1. Degré d'approbation d'une gestion privée plutôt qu'étatique dans trois secteurs économiques selon les pays

En %, parmi ceux qui se prononcent *

	Electricité	Hôpitaux	Banques
France	56,6	29,1	74,2
Allemagne	46,7	29,5	63,0
Espagne	38,7	20,8	55,5
Suède	35,7	6,2	63,3
Tchéquie	18,9	16,9	24,3
Etats-Unis	79,7	73,8	77,9

* Ceux qui ne se prononcent pas ou ne peuvent choisir entre une gestion privée ou publique représentent respectivement pour l'électricité, les hôpitaux et les banques, en France 7, 8 et 11 % de l'ensemble des enquêtés, en Allemagne 14, 11 et 16 %, en Espagne 24, 15 et 25 %, en Suède 13, 7 et 17 %, en Tchéquie 9, 5, et 9 % et aux Etats-Unis 12, 13 et 13 %.

Source : Enquêtes ISSP 1996 (1997 pour la France).

Les domaines de l'intervention économique

Ceci n'empêche pas les Français de penser à une très large majorité (environ 80 % et plus de ceux qui ont une opinion) qu'il incombe au gouvernement de contrôler les prix, d'assurer les soins de santé, de donner un niveau de vie décent aux personnes âgées et aux chômeurs, de donner des bourses aux étudiants issus des milieux les plus défavorisés, de réduire les écarts entre riches et pauvres, d'assurer un logement décent aux plus démunis, de faciliter le développement industriel tout en imposant des lois strictes pour préserver l'environnement, de soutenir financièrement la création d'emploi et les industries pour développer des technologies nouvelles. Ils sont un peu moins nombreux, mais tout de même 73 %, à souhaiter que le gouvernement trouve les moyens de garantir un emploi à chacun. Ils sont moins sûrs (66 %) qu'il revient au gouvernement d'assouplir la réglementation du commerce et des affaires ou (70 %) qu'il faille soutenir les industries en difficulté pour sauver les emplois qui y sont menacés. Mais c'est finalement, dans ce contexte très interventionniste, l'opinion selon laquelle le gouvernement devrait contrôler les salaires qui recueille le moins de suffrages (53 %). Juste après (59 %), et donc parmi les mesures les moins populaires, vient l'idée que le gouvernement devrait réduire la durée du travail pour créer des emplois nouveaux.

D'une manière générale, moins on est diplômé ou plus on est proche des catégories populaires, plus on est interventionniste. Bien sûr cette attitude est d'autant plus fréquente que l'on est à gauche. Les femmes apparaissent également plus interventionnistes que les hommes. Elles sont 64 %, contre 52 % des hommes, à penser que le gouvernement devrait réduire la durée du travail. Les indépendants sont plus libéraux, bien que les agriculteurs soient favorables au contrôle des prix. L'âge ne joue pas systématiquement dans le même sens. Plus on est âgé, plus on soutient l'idée d'un contrôle des prix ou des salaires, mais dans la plupart des cas plus on est jeune, plus on est interventionniste.

Ces corrélations montrent que les termes de libéralisme et d'interventionnisme utilisés ici ne sont pas à entendre en un sens strictement doctrinal. L'adhésion à l'interventionnisme est le fait des groupes sociaux les plus fragiles économiquement. Elle traduit donc un besoin de protection. C'est d'ailleurs moins la doctrine de tel ou tel économiste ou groupe d'économistes qu'une attitude d'ensemble vis-à-vis des problèmes économiques que vise l'un ou l'autre de ces deux termes.

A l'instar de la France, tous les pays d'Europe penchent pour les mesures interventionnistes, l'Espagne étant le plus radical. Une mesure comme le contrôle étatique des salaires y est davantage approuvée qu'ailleurs. Il en va de même pour le soutien aux entreprises en difficulté, qui est en revanche une mesure très désapprouvée par les Tchèques. Les Suédois sont ceux qui souhaitent le plus une réduction de

la durée du travail, réduction sur laquelle les Espagnols sont d'ailleurs plus réservés. Comme précédemment, les Américains sont les plus libéraux, bien que sur la majorité des questions les réponses interventionnistes l'emportent. Ils ont à peu près la même attitude que les Suédois pour ce qui est du soutien aux industries en difficulté, mais ils rejoignent les Tchèques pour rejeter la réduction de la durée du travail (tableau 2).

2. Opinions sur le soutien aux entreprises en difficulté et la réduction de la durée du travail selon les pays

En %

	Soutenir les industries en difficulté			
	Oui	Non	Ni Oui, Ni Non	Ne se prononcent pas
France	67,2	14,5	15,3	3,0
Allemagne	67,5	15,2	15,1	2,2
Espagne	78,3	5,4	10,6	5,7
Suède	49,8	21,7	25,1	3,4
Tchéquie	36,3	36,9	20,2	6,6
Etats-Unis	47,7	24,7	24,5	3,2

	Réduire la durée du travail			
	Oui	Non	Ni Oui, Ni Non	Ne se prononcent pas
France	57,2	25,0	15,4	2,4
Allemagne	51,3	24,4	22,2	2,1
Espagne	47,4	24,4	16,8	11,3
Suède	59,5	18,4	19,2	2,8
Tchéquie	21,5	46,2	25,4	6,9
Etats-Unis	26,7	42,3	28,2	2,8

Source : Enquêtes ISSP 1996 (1997 pour la France).

Les dépenses publiques

Cette attitude relativement interventionniste dans tous les pays n'empêche pas les enquêtés de souhaiter que l'Etat réduise ses dépenses. Mais tous les secteurs du budget ou de l'économie ne sont pas également touchés par ce souhait.

En France, dépenser plus pour la défense (8 % sont d'accord), la culture (15,3 %), les allocations de chômage (24,3 %), les retraites (37,4 %), la police (40,5 %) ou l'environnement (42,9 %) recueillent une minorité de suffrages parmi ceux qui ont une opinion. En revanche, la santé (52,1 %) et surtout l'éducation (62,9 %) apparaissent comme des secteurs prioritaires qui nécessitent une augmentation des budgets qui leur sont d'ores et déjà consacrés.

Education, culture et environnement sont d'autant plus prisés que l'on est jeune. La santé et les allocations de chômage sont surtout le souci des âges intermédiaires, tandis que les retraites, la police et la défense ont davantage les faveurs des plus de 60 ans. Le désir de voir les postes budgétaires de l'environnement et de la culture s'accroître est à peu près d'autant plus fort que le niveau de diplôme est élevé. La relation est inverse pour les autres dépenses. Un effort supplémentaire pour l'éducation fait l'objet d'un consensus (sauf chez ceux qui ont quitté l'école avant le lycée ou les plus diplômés du supérieur). Parmi les salariés, l'effet de la catégorie socioprofessionnelle va relativement dans le même sens que celui du diplôme, mais ce sont les employés et les professions intermédiaires qui réclament le plus une augmentation des dépenses pour l'éducation. Les indépendants sont peu favorables à l'augmentation des dépenses de l'Etat, bien que les agriculteurs plaident pour un accroissement du budget de la police ou de l'armée et soient surtout sensibles à une augmentation des retraites. Le sexe n'introduit pas de différences d'appréciation en ce qui concerne l'environnement, la santé ou les retraites, mais les hommes sont plus nombreux à vouloir une augmentation des dépenses pour la police ou l'armée, alors que les femmes accordent la priorité à l'éducation, la culture et aux allocations de chômage. Le type de commune de résidence n'entraîne pas d'écarts de réponses forts. On note toutefois une tendance à demander davantage de dépenses pour l'art, l'éducation et l'environnement chez les urbains, alors que les ruraux préfèrent voir croître les autres postes, notamment la santé et les retraites. Sauf en ce qui concerne la police ou l'armée, les sympathisants des partis de gauche et écologistes sont davantage favorables à une augmentation des dépenses que ceux des partis de droite.

En moyenne, la France est encore une fois le pays d'Europe le plus proche des Etats-Unis. Les niveaux comme les rangs de classement des différents postes de dépenses sont assez proches. Les Américains sont plus nombreux à souhaiter une augmentation des dépenses pour l'armée ou la police, mais au premier rang de leurs préoccupations viennent également l'éducation et la santé. Ce dernier poste est d'ailleurs au premier ou au deuxième rang dans tous les pays. Les Suédois, les Espagnols et les Tchèques sont plus soucieux de leur retraite que les autres. Les Allemands se distinguent par le fait qu'ils placent en premier les dépenses pour la police. Comme en Tchéquie, les préoccupations concernant l'environnement dépassent celles concernant l'éducation. Dans cinq des huit cas possibles, une majorité d'Espagnols souhaite une augmentation des dépenses de l'Etat – ce qui représente le score le plus élevé.

Dans le même temps, lorsqu'ils expriment une opinion, ils sont 85 % à vouloir que l'Etat réduise d'une manière générale ses dépenses, alors que les Tchèques ne sont que 55 % et les Suédois 58 %. Ils rejoignent ainsi les Américains (83 %) et les Allemands (84 %), mais sont surclassés par les Français (92 %) qui, sur cette question de la réduction des dépenses publiques, apparaissent finalement comme les plus revendicatifs.

3. Opinions sur l'augmentation des dépenses publiques

Pourcentages de réponses favorables par secteur et pays, relativement à ceux qui émettent un choix *

	Environ- nement	Santé	Ordre, public Police	Educa- -tion	Défense, Armée	Retraite	Allocations de chômage	Art et culture
France	42,9	52,1	40,5	62,9	8,0	37,4	24,3	15,3
Allemagne	58,1	59,4	62,2	54,0	7,3	49,3	37,6	18,2
Espagne	65,7	79,6	64,6	74,3	15,4	67,5	53,5	46,7
Suède	52,9	76,6	46,8	58,7	13,7	56,9	42,7	14,7
Tchéquie	68,7	82,8	43,2	67,7	11,8	66,7	19,7	28,4
Etats-Unis	49,6	67,6	58,0	77,4	21,3	50,8	28,3	15,8

* Ceux qui ne peuvent choisir ou ne se prononcent pas représentent selon les questions en France de 3 à 6 % des enquêtés, en Allemagne de 4 à 7 %, en Espagne de 5 à 11 %, en Suède de 3 à 6 %, en Tchéquie de 2 à 7 % et aux Etats-Unis de 4 à 7 %.

Source : Enquêtes ISSP 1996 (1997 pour la France).

4. Opinions sur la réduction des dépenses de l'Etat selon le pays

En %

	Oui	Non	Ni Oui, Ni Non	Ne se pro- noncent pas
France	89,4	2,7	4,4	3,5
Allemagne	82,2	4,5	10,9	2,4
Espagne	76,5	5,9	7,5	10,1
Suède	56,1	19,6	20,4	3,9
Tchéquie	47,9	14,0	25,9	12,2
Etats-Unis	80,9	5,7	10,4	2,9

Source : Enquêtes ISSP 1996 (1997 pour la France).

Les équilibres économiques et les choix budgétaires

A la question « si le gouvernement pouvait choisir soit de réduire les impôts, les taxes et les prélèvements (cela pouvant entraîner une réduction des dépenses sociales), soit d'augmenter les dépenses sociales (cela pouvant entraîner une augmentation des impôts et des taxes), que devrait-il faire selon vous? », 76 % des Français ayant une opinion (ces derniers représentant 78 % des enquêtés) répondent qu'ils préfèrent la réduction d'impôt. Ce choix est davantage celui des jeunes, des moins diplômés, des indépendants et des catégories populaires. Il est majoritaire chez les sympathisants des partis de droite alors que l'autre terme de l'alternative l'est chez les sympathisants des partis de gauche ou écologistes.

Une autre question, qui n'est pas posée dans tous les pays, formule le choix de manière différente. On suppose ici que le niveau des prélèvements divers reste inchangé. Dans cette hypothèse, il n'y a plus que 53 % des Français ayant une opinion (soit 80 % des enquêtés) qui choisissent la réduction des dépenses sociales pour lutter contre le déficit public,

alors que les 47 % restant préfèrent le maintien des dépenses sociales actuelles, même si le déficit public reste ce qu'il est. Il est donc clair que l'on opte pour la diminution des dépenses de l'Etat beaucoup plus en raison de la baisse des impôts qu'on en attend personnellement que pour réduire les déficits macroéconomiques.

Ensuite, si le gouvernement pouvait choisir, 81 % pensent qu'il devrait en priorité prendre des mesures pour réduire le chômage plutôt que l'inflation. Les Espagnols, et dans une mesure moindre les Américains, pensent la même chose. En sens inverse, pour les Allemands comme pour les Tchèques, la priorité va à la lutte contre l'inflation. Les Français sont seuls à penser en majorité qu'il vaut mieux réduire le déficit public que de maintenir à leur niveau actuel les dépenses sociales. Ils ne sont rejoints que par les Allemands et les Suédois, mais de façon beaucoup moins consensuelle, pour penser qu'il vaut mieux réduire les impôts et les taxes que d'augmenter les dépenses sociales. Les Espagnols, les Tchèques et même les Américains pensent le contraire.

5. Opinions sur la politique économique dans trois domaines selon les pays

En % de réponses favorables parmi ceux qui émettent un choix *

	Réduire les impôts plutôt que d'augmenter les dépenses sociales	Lutter contre le chômage plutôt que réduire l'inflation	Réduire le déficit public plutôt que de maintenir les dépenses sociales
France	76,3	81,3	52,6
Allemagne	59,5	40,8	n. d.
Espagne	43,7	78,5	42,2
Suède	56,0	n. d.	n. d.
Tchéquie	40,0	35,1	43,3
Etats-Unis	40,1	53,0	36,9

* Ceux qui ne peuvent choisir ou ne se prononcent pas représentent dans l'ordre des colonnes du tableau 5 en France 22, 8 et 19 % des enquêtés, en Allemagne 27 et 19 %, en Espagne 24, 13 et 30 %, en Suède 22 %, en Tchéquie 32, 20 et 23 % et aux Etats-Unis 24, 16 et 19 %.

Source : Enquêtes ISSP 1996 (1997 pour la France).

La justice fiscale

Le questionnaire aborde d'une dernière manière les opinions en matière économique par une série de trois questions sur la justice fiscale. Il s'agit de juger si les impôts sont trop élevés ou pas assez pour les personnes à hauts, moyens ou bas revenus. La comparaison entre pays montre de plus faibles divergences que sur les questions étudiées précédemment. Dans tous les pays, on trouve une majorité relative pour penser que les impôts sur les revenus élevés sont trop faibles et une majorité absolue pour penser que ceux sur les revenus moyens (sauf en Tchéquie et Suède) ou bas sont trop lourds. Il semble donc assez géné-

ralement perçu que les revenus les plus élevés peuvent bénéficier de diverses possibilités d'évasion fiscale qui ne sont guère accessibles aux revenus moyens ou modestes.

Pour les plus hauts niveaux de revenus, l'opinion penche davantage pour une imposition trop faible en Allemagne, Espagne et Suède, tandis que parmi ceux qui se prononcent, cet avis ne recueille pas la majorité absolue aux Etats-Unis, en France et en Tchéquie. Pour les revenus moyens, la Suède et la Tchéquie font figure d'exception puisqu'on y juge majoritairement que les taux d'imposition sont corrects. Dans tous les autres pays, à l'instar de ce que l'on trouve pour les bas revenus, ils sont considérés comme trop élevés. Si l'on s'en tient aux hauts et bas revenus, l'Allemagne, la Suède et l'Espagne ont des avis relativement différents de ceux rencontrés majoritairement aux Etats-Unis, en France et en Tchéquie. Pour le premier groupe de pays, il y a encore trop d'injustice fiscale, tandis que ce sentiment est moins fort dans le second groupe, surtout aux Etats-Unis, la France étant encore une fois le pays d'Europe qui en est le plus proche. En France comme aux Etats-Unis,

6. Opinions sur la justice fiscale selon les pays

En %, parmi ceux qui émettent un choix *

Les impôts sont pour les hauts revenus	trop élevés	comme il faut	trop faibles
France	30,2	22,3	47,5
Allemagne	15,1	24,9	60,0
Espagne	20,6	28,2	51,2
Suède	18,2	19,4	62,4
Tchéquie	17,2	34,0	48,8
Etats-Unis	36,9	24,3	38,8
Les impôts sont pour les revenus moyens	trop élevés	comme il faut	trop faibles
France	79,4	18,5	2,1
Allemagne	52,9	43,7	3,4
Espagne	59,7	36,4	3,9
Suède	42,4	54,4	3,2
Tchéquie	36,7	56,7	6,6
Etats-Unis	66,1	31,6	2,3
Les impôts sont pour les bas revenus	trop élevés	comme il faut	trop faibles
France	75,7	19,1	5,2
Allemagne	84,5	15,1	0,4
Espagne	83,0	14,6	2,4
Suède	82,3	16,8	0,9
Tchéquie	78,2	20,0	1,8
Etats-Unis	65,1	30,5	4,4

* Ceux qui ne peuvent choisir ou ne se prononcent pas sont, dans l'ordre des trois questions représentées au tableau 6, en France 7, 2 et 5 % des enquêtés, en Allemagne 12, 9 et 8 %, en Espagne 20, 15 et 12 %, en Suède 7, 7 et 6 %, en Tchéquie 16, 13 et 12 % et aux Etats-Unis 9, 7 et 10 %.

Source : Enquêtes ISSP 1996 (1997 pour la France).

on pense davantage qu'ailleurs que les taux d'imposition sur les hauts revenus sont trop élevés et c'est aussi dans ces deux pays qu'ils sont le moins fortement ressentis comme trop pesants sur les faibles revenus.

Ces opinions ne sont pas, il est vrai, également partagées par tous les groupes sociaux. En France, ce sont les plus jeunes et les plus âgés qui considèrent que les taux d'imposition sont trop élevés pour les hauts revenus, alors que pour les faibles revenus ce sentiment croît avec l'âge. Plus on monte dans la hiérarchie socioprofessionnelle des salariés ou dans celle des diplômés, plus on trouve que les hauts revenus sont trop taxés et moins on le pense des bas revenus. Les agriculteurs ne se distinguent pas fortement de la moyenne, alors que les autres indépendants sont encore plus radicaux que les cadres supérieurs. La tendance à trouver que les bas revenus sont trop imposés s'accroît chez les sympathisants de partis de gauche, des écologistes et surtout (88 %) du Front National. Elle s'accroît au contraire pour les hauts revenus chez les sympathisants des partis de droite (FN, puis UDF, puis RPR). Les différences d'appréciations selon le sexe sont assez faibles. C'est surtout en ville que les impôts sont jugés trop lourds pour les revenus élevés, et à la campagne pour les revenus faibles.

Une analyse d'ensemble

Au total, il existe indubitablement, dans tous les pays, une opposition entre attitudes libérales et interventionnistes, mais un autre clivage structure-t-il l'ensemble des opinions économiques qui viennent d'être examinées? Une analyse factorielle des correspondances multiples va permettre de le déterminer.

En France, elle montre que cela ne semble pas être le cas. Les deux premiers axes factoriels expliquent très inégalement l'inertie totale du nuage de points. Le premier axe (horizontal sur la graphique 1) en représente 46 % et le deuxième, seulement 6 %. Les axes suivants en représentent encore moins. Nous ne nous y attarderons donc pas.

Le premier axe oppose, sans aucune exception, les opinions interventionnistes (à gauche sur le graphique 1) aux opinions libérales (à droite sur le graphique 1). Sur le deuxième axe, qui donc correspond à une structuration de l'opinion beaucoup moins forte, on voit tout de même se dessiner, au sein de l'interventionnisme, un clivage entre des thèmes « sécuritaires » (en bas du graphique 1 : augmentation des dépenses pour l'armée et la police) et des thèmes liés à la promotion d'une certaine « qualité de vie » (en haut du graphique 1 : augmentation des dépenses pour l'art, la culture, la défense de l'environnement, et dans une moindre mesure, puisque plus proche du centre, réduction de la durée du travail, qui peut aussi s'interpréter comme le souhait de pouvoir consacrer davantage de temps aux loisirs).

Cette structuration des opinions économiques en deux pôles très tranchés, le long d'un premier axe factoriel reconstituant une forte part de l'inertie totale, se retrouve dans les cinq autres pays. La deuxième dimension est partout beaucoup moins importante et elle oppose surtout ceux qui émettent une opinion, qu'elle soit libérale ou non, aux indécis – distinction qui correspond en France au troisième axe factoriel.

Le fait qu'il n'y ait qu'un seul clivage important est confirmé par une analyse post-factorielle effectuée avec la méthode du logiciel tri-deux. Les modalités de réponse du graphique 1 sont reliées deux à deux par des segments de droite classés par ordre décroissant d'importance selon l'indicateur (PEM) du pourcentage de l'écart maximum à l'indépendance (Cibois, 1993).

En se limitant aux 340 liaisons les plus significatives, nombre suffisant pour que toutes les modalités de réponses apparaissent, le graphique 2 montre qu'il ne se forme que deux paquets de traits, l'un à gauche et l'autre à droite de ce graphique, entre lesquels il n'y a aucun passage. Il y a donc deux « mondes » bien distincts et seulement deux. Un résultat aussi net n'était pas acquis d'avance, puisqu'*a priori* on aurait pu imaginer de multiples configurations de liens entre réponses au questionnaire. Cette structure bipolaire ¹ renforce l'idée selon laquelle le libéralisme et l'interventionnisme constituent deux attitudes ayant chacune une forte cohérence interne.

Il y a toutefois des attitudes qui sont plus consensuelles, celles qui sont au centre du graphique factoriel, et d'autres qui le sont beaucoup moins, celles qui sont à l'extrême droite ou à l'extrême gauche de ce graphique. L'éducation apparaît ainsi comme un domaine d'intervention de l'Etat beaucoup plus facilement approuvé que d'autres. Il faut en arriver à une position ultra-libérale pour prôner une baisse du budget de l'éducation ou une diminution des bourses allouées aux étudiants. A l'autre extrême, réclamer une hausse des impôts, une nationalisation des banques ou une augmentation des allocations de chômage font figure de positions ultra-interventionnistes.

La projection des positions sociales, démographiques et politiques en variables supplémentaires permet de déterminer quelles catégories de population s'associent aux différentes opinions. Comme le montre le graphique 1, les sympathisants des écologistes et des partis de gauche sont interventionnistes alors que ceux des partis de droite sont libéraux. L'âge, le sexe et le niveau d'urbanisation de la commune de résidence, dont les différentes modalités restent proches du centre, sont moins explicatifs de ce clivage que la catégorie socioprofessionnelle ou le niveau de diplôme.

1. D'un strict point de vue méthodologique, on notera qu'une telle structure n'aurait que peu de chances d'apparaître à partir de données de moins bonne qualité.

A mesure que celui-ci s'élève ou que l'on monte dans la hiérarchie des salariés, on passe de la thématique « sécuritaire » à celle concernant la « qualité de vie », mais surtout de l'interventionnisme au libéralisme. Plus proches du thème « sécuritaire », ou de mesures telles que le contrôle des prix, les agriculteurs apparaissent seulement un peu moins libéraux que les cadres supérieurs, eux-mêmes l'étant d'ailleurs moins que les artisans, commerçants ou chefs d'entreprise.

Comment se situent en moyenne les différents pays vis-à-vis de cette opposition entre libéralisme et interventionnisme ? Il suffit pour le savoir d'effectuer une analyse factorielle des opinions économiques considérées dans tous les pays simultanément et de projeter en variable supplémentaire, dans ce nouvel espace factoriel, la variable « pays » (graphique 3). Dans cette analyse d'ensemble, le premier axe continue de surclasser nettement les autres dimensions et de distinguer libéraux et interventionnistes. Le deuxième axe oppose ceux qui ne se déterminent pas dans un sens ou un autre à ceux qui ont une opinion. Comme précédemment et pour les mêmes raisons, il ne sera pas nécessaire de se préoccuper des dimensions factorielles suivantes.

La Suède, l'Allemagne et la Tchéquie sont à la fois plus proches du centre du graphique et plus proches des items révélant une certaine indécision, voire un certain conservatisme lorsqu'il s'agit des dépenses. Aux Etats-Unis, en France et en Espagne, les enquêtés ont plus facilement une opinion tranchée. L'Espagne apparaît comme le pays le plus interventionniste et les Etats-Unis comme le plus libéral. A l'instar de la Suède, de l'Allemagne et de la Tchéquie, la France est plus proche du centre, mais elle est aussi le pays d'Europe le moins éloigné de la position libérale américaine.

Il ne faut pas se méprendre sur l'interprétation de ce résultat. Il s'agit ici de position relative et non absolue. Sauf en ce qui concerne les dépenses publiques, les opinions interventionnistes restent majoritaires en France et elles le sont d'ailleurs souvent aussi aux Etats-Unis, mais en moyenne et relativement aux autres pays, elles le sont moins.

Conclusion

Alors que dans chaque pays les positions politiques et sociales, notamment le niveau de diplôme et la profession, expliquent bien et de façon assez similaire, le plus ou moins grand degré d'adhésion au libéralisme économique, il est frappant de constater que la hiérarchie des pays (telle qu'elle ressort du graphique 3) n'est pas sur ce point corrélée avec des indicateurs macroéconomiques comme la richesse nationale ou le taux de chômage. Elle n'est d'ailleurs pas non plus corrélée avec la nature politique du gouvernement en place. Les Espagnols, qui sont les plus interventionnistes, ont élu un gouvernement de droite, les Américains, qui sont les plus libéraux, ont un président démocrate et les Français, qui en sont les plus proches, venaient d'élire, juste avant que le sondage ne soit mené, un gouvernement de gauche. Les facteurs qui expliquent un résultat électoral sont vraisemblablement trop nombreux et complexes pour que celui-ci s'avère être le fruit des seules opinions économiques. L'absence de lien est tout de même assez intrigante.

Des études antérieures nous avaient déjà appris que le libéralisme économique était largement autonome vis-à-vis du libéralisme culturel, cette analyse comparative montre qu'il l'est également vis-à-vis de la conjoncture macroéconomique ou électorale des différents pays. Sans doute cela signifie-t-il que les opinions économiques varient aussi selon des facteurs de plus long terme que ceux qui sont en jeu dans la seule conjoncture.

Les réponses à une question de ce sondage accèdent cette thèse en montrant la prégnance de l'histoire économique nationale. Comment expliquer, qu'en dépit de la montée du chômage qui sévit en Allemagne depuis le début des années 1990 et alors que l'inflation est restée modeste, une majorité d'Allemands déclare que, si le gouvernement pouvait choisir, il vaudrait mieux qu'il lutte contre l'inflation que le chômage? Ce n'est pas par défaut de connaissance économique. Les principales grandeurs économiques et leurs variations sont en général bien perçues par les populations (Forsé et Mucchielli, 1998). N'est-ce pas plutôt parce que l'inflation de la période de Weimar a entraîné les funestes conséquences que l'on sait qu'il apparaît encore aujourd'hui préférable, bien que le problème du chômage soit plus aigu, d'éviter à tout prix une politique économique qui laisserait entrevoir la possibilité d'une dérive inflationniste? Si cette explication a au moins partiellement une certaine validité, il ne faut pas s'étonner que les opinions économiques nationales ne soient pas seulement une question de conjoncture de court ou moyen terme.

Références bibliographiques

- CIBOIS Ph., 1993 : « Le PEM, pourcentage de l'écart maximum : un indice de liaison entre modalités d'un tableau de contingence », *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, n. 40, p. 43-63.
- DUHAMEL O., 1985 : « Libéraux-socialistes-conservateurs : les évolutions idéologiques des Français », in SOFRES, *Opinion publique 1985*, Paris, Gallimard, p. 89-103.
- GRUNBERG G., SCHWEISGUTH E., 1990 : « Libéralisme culturel et libéralisme économique », in CEVIPOF, *L'électeur français en question*, Paris, Presses de la FNSP, p. 45-68.
- FORSÉ M., MUCCHIELLI L., 1998 : « Diffusion d'une vision économique de la société », in Louis Dirn (dir.), *La société française en tendances, 1975-1995. Deux décennies de changement*, Paris, PUF, p. 437-442.
- HÉRAULT B., LAPEYRONNIE D., 1998 : « Le statut et l'identité. Les conflits sociaux et la protestation collective », in O. GALLAND et LEMEL Y. (dirs), *La nouvelle société française. Trente ans de mutation*, Paris, Armand Colin, p. 181-212.
- KUISEL R. F., 1984 : *Le capitalisme et l'Etat en France*, Paris, Gallimard.
- MICHELAT G., SIMON M., 1996 : « 1981-1995 : changements de société, changements d'opinion », in SOFRES, *L'état de l'opinion 1996*, Paris, Le Seuil, p. 167-186.
- OLIVENNES D., 1997 : « Les Français et l'Etat : un réformisme de proximité », in SOFRES, *L'état de l'opinion 1997*, Paris, Le Seuil, p. 149-159.
- ROSANVALLON P., 1990 : *L'Etat en France de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil.
- SULEIMAN E., COURTY G. 1997 : *L'âge d'or de l'Etat : une métamorphose annoncée*, Paris, Seuil.

ANNEXE

Les enquêtes étudiées dans cet article ont été réalisées dans le cadre de l'*International Social Survey Program*. En France, le questionnaire a été administré durant le quatrième trimestre 1997 par voie postale; dans les cinq autres pays, l'enquête s'est faite en face à face au cours de l'année 1996. Dans tous les cas, les échantillons sont aléatoires. Une pondération a ici été utilisée pour les données françaises. Elle redresse les résultats par calage sur la distribution de la population en termes de sexe, âge et professions et catégories socioprofessionnelles (à un chiffre).

Libellés des questions retenues dans cette étude et des abréviations utilisées dans les analyses factorielles de correspondances (entre parenthèses ci-dessous)

Qui, d'après vous, devrait principalement gérer les services suivants, l'Etat ou le secteur privé ?

	le secteur privé	l'Etat	ne peut choisir
- L'électricité	(élec. pri)	(élec état)	(en supplémentaire)
- Les hôpitaux	(hôpital priv)	(hopital état)	(suppl.)
- Le banques	(banque priv)	(banque état)	(suppl.)

Voici quelques actions économiques que le gouvernement pourrait faire. Pour chacune d'elles, pouvez-vous m'indiquer votre degré d'approbation ou de désapprobation ?

	très favorable	assez favorable	ni pour ni contre	assez défavorable	très défavorable
– contrôler les salaires	(control salaire)	(control salaire)	(? control salaire)	(no control salaire)	(no control salaire)
– contrôler les prix	(control prix)	(control prix)	(? control prix)	(no control prix)	(no control prix)
– réduire les dépenses de l'Etat	(réduire dép Etat)	(réduire dép Etat)	(? réduire dép Etat)	(no réduire dép Etat)	(no réduire dép Etat)
– soutenir financièrement la création d'emplois	(financer création emploi)	(financer création emploi)	(? financer création emploi)	(no financer création emploi)	(no financer création emploi)
– assouplir la réglementation du commerce et des affaires	(assouplir règle)	(assouplir règle)	(? assouplir règle)	(no assouplir règle)	(no assouplir règle)
– soutenir l'industrie pour développer des produits et des technologies nouvelles	(soutenir industrie techno)	(soutenir industrie techno)	(? soutenir industrie techno)	(no soutenir industrie techno)	(no soutenir industrie techno)
– soutenir les industries en difficulté pour protéger les emplois	(soutenir industrie emploi)	(soutenir industrie emploi)	(? soutenir industrie emploi)	(no soutenir industrie emploi)	(no soutenir industrie emploi)
– réduire la durée du travail pour créer des emplois nouveaux	(réduire durée trav)	(réduire durée trav)	(? réduire durée trav)	(no réduire durée trav)	(no réduire durée trav)

Globalement, les responsabilités suivantes incombent-elles ou non au gouvernement ?

	tout à fait	probablement	probablement pas	pas du tout	ne peut choisir
- garantir un emploi à chacun	(+ garantir emploi)	(+ garantir emploi)	(- garantir emploi)	(- garantir emploi)	(suppl.)
- contrôler les prix	(+ control prix)	(+ control prix)	(- control prix)	(- control prix)	(suppl.)
- assurer les soins de santé	(+ santé)	(+ santé)	(- santé)	(- santé)	(suppl.)
- donner un niveau de vie décent aux personnes âgées	(+ 3 ^e âge)	(+ 3 ^e âge)	(- 3 ^e âge)	(- 3 ^e âge)	(suppl.)
- aider le développement industriel	(+ industrie)	(+ industrie)	(- industrie)	(- industrie)	(suppl.)
- donner un niveau de vie décent aux chômeurs	(+ alloc chom.)	(+ alloc chom)	(- alloc chom)	(- alloc chom)	(suppl.)
- réduire l'écart entre riches et pauvres	(+ réduire inég)	(+ réduire inég)	(- réduire inég)	(- réduire inég)	(suppl.)
- donner des bourses aux étudiants de familles défavorisées	(+ bourse)	(+ bourse)	(- bourse)	(- bourse)	(suppl.)
- assurer un logement décent aux démunis	(+ loge pauvre)	(+ loge pauvre)	(- loge pauvre)	(- loge pauvre)	(suppl.)
- imposer des lois strictes pour que l'industrie détériore moins l'environnement	(+ loi environ)	(+ loi environ)	(- loi environ)	(- loi environ)	(suppl.)

Que pensez-vous de la déclaration suivante : « Il incombe au gouvernement de réduire l'écart entre personnes à revenus élevés et personnes à faibles revenus » ?

- vous l'approuvez fortement (réduire inég)
- vous l'approuvez plutôt (réduire inég)
- vous êtes ni pour ni contre (? réduire inég)
- vous la désapprouvez plutôt (no réduire inég)
- vous la désapprouvez fortement (no réduire inég)
- vous ne pouvez choisir (suppl.)

Pour chacun des secteurs suivants, pouvez-vous me dire si vous souhaiteriez que le gouvernement dépense plus ou moins. N'oubliez pas que dépenser « beaucoup plus » peut entraîner une augmentation des impôts.

	dépenser beaucoup plus	dépenser plus	maintenir dépenses actuelles	dépenser moins	dépenser beaucoup moins	ne peut choisir
- l'environnement	(+ dépens environnement)	(+ dépens environnement)	(? dépens environnement)	(- dépens environnement)	(- dépens environnement)	(suppl.)
- la santé	(+ dépens santé)	(+ dépens santé)	? dépens santé	(- dépens santé)	(- dépens santé)	(suppl.)
- la police et l'ordre public	(+ dépens police)	(+ dépens police)	(? dépens police)	(- dépens police)	(- dépens police)	(suppl.)
- l'éducation	(+ dépens éducat)	(+ dépens éducat)	(? dépens éducat)	(- dépens éducat)	(- dépens éducat)	(suppl.)
- l'armée et la défense	(+ dépens armée)	(+ dépens armée)	(? dépens armée)	(- dépens armée)	(- dépens armée)	(suppl.)
- les retraites	(+ dépens retraite)	(+ dépens retraite)	(? dépens retraite)	(- dépens retraite)	(- dépens retraite)	(suppl.)
- les allocations de chômage	(+ dépens alloc chom)	(+ dépens alloc chom)	(? dépens alloc chom)	(- dépens alloc chom)	(- dépens alloc chom)	(suppl.)
- l'art et la culture	(+ dépens art)	(+ dépens art)	(? dépens art)	(- dépens art)	(- dépens art)	(suppl.)

Si le gouvernement pouvait choisir, soit de réduire les impôts, les taxes et les prélèvements, soit d'augmenter les dépenses sociales, que devrait-il faire selon vous?

- réduire les impôts et les taxes, même si cela entraîne une réduction des dépenses sociales (- impôt)
- augmenter les dépenses sociales, même si cela conduit à augmenter les impôts et les taxes (+ impôt)
- ne peut choisir (suppl.)

Si le gouvernement avait le choix entre réduire l'inflation et réduire le chômage, que devrait-il faire en priorité?

- réduire l'inflation (réduction de l'inflation)
- réduire le chômage (réduction du chômage)
- ne peut choisir (suppl.)

Supposons que le niveau des différents impôts et taxes en France reste inchangé. Dans cette hypothèse, le gouvernement devrait-il :

- maintenir les dépenses sociales actuelles, même si, du coup, le déficit public reste ce qu'il est (déficit =)
- réduire les dépenses sociales pour réduire le déficit public (déficit -)
- ne peut choisir (suppl.)

Globalement, comment évaluez-vous le régime fiscal français actuel, en tenant compte à nouveau de tous les impôts, taxes ou prélèvements?

a. D'abord, diriez-vous que, pour les revenus élevés, ces impôts sont :

- beaucoup trop élevés (sup imp +)
- trop élevés (sup imp +)
- comme il faut (sup imp =)
- trop faibles (sup imp -)
- beaucoup trop faibles (sup imp -)
- ne peut choisir (suppl.)

b. Ensuite, diriez-vous que, pour les revenus moyens, ces impôts sont :

- beaucoup trop élevés (moy imp +)
- trop élevés (moy imp +)
- comme il faut (moy imp =)
- trop faibles (moy imp -)
- beaucoup trop faibles (moy imp -)
- ne peut choisir (suppl.)

c. Enfin, diriez-vous que, pour les bas revenus, ces impôts sont :

- beaucoup trop élevés (bas imp +)
- trop élevés (bas imp +)
- comme il faut (bas imp =)
- trop faibles (bas imp -)
- beaucoup trop faibles (bas imp -)
- ne peut choisir (suppl.)